

Présidentielle : les 5 mesures économiques phares des candidats invités par le Medef

À Station F, ce lundi 21 février, six des candidats à l'élection présidentielle de 2022 se sont succédé pour présenter leur programme économique au cours d'un grand oral devant le Medef, CCI France et l'Institut de l'Entreprise. Maddyness fait le point.

Temps de lecture : minute

22 février 2022

Ce lundi 21 février, à 9 heures, ça se bousculait devant Station F, le temple des startups françaises, à Paris. Et pour cause, le Medef recevait les candidats à l'élection présidentielle de 2022. L'idée ? Faire défiler chaque personnalité politique l'une après l'autre pour un grand oral de 30 minutes, au cours duquel chacune présente son programme économique et à destination des entreprises.

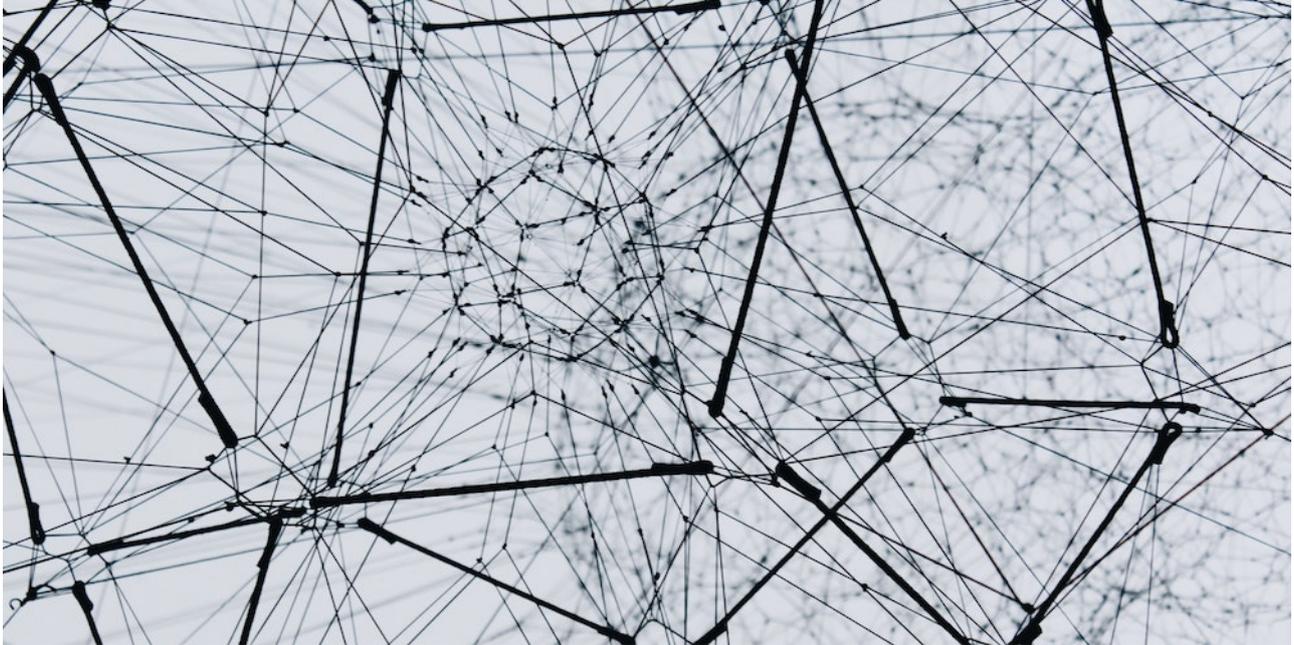
Six candidats - Yannick Jadot, Fabien Roussel, Valérie Pécresse, Anne Hidalgo, Marine Le Pen et Éric Zemmour, par ordre d'apparition - ont répondu présents, Jean-Luc Mélenchon et Christiane Taubira n'ont pas donné suite à cette invitation. *Maddyness* fait le point sur les principales propositions abordées par chaque candidat dans l'imposante Halle Freyssinet de l'incubateur parisien.

Yannick Jadot (EELV) : « La transition

écologique se fera avec les entreprises ou ne se fera pas »

- Bonus-malus vert sur les entreprises : le candidat écologiste assume sa volonté d'instaurer une fiscalité qui favorise les entreprises qui font des *" efforts importants "* et de *" discriminer "* celles qui rechignent à mettre en place des mesures concrètes. *" L'État doit accompagner les entreprises qui mènent une politique de décarbonation, et sanctionner celles qui le refusent, explique le candidat. Cela encourage l'économie à l'action, puisqu'elle sera un levier extraordinaire de transformation, donc j'assume cette politique. "*
- Instauration du *" Buy European Act "* : cette mesure protectionniste vise, à l'image du *" Buy American Act "*, à favoriser les entreprises européennes pour jouer à armes égales avec les concurrents de la scène internationale. Discutée depuis longtemps à l'échelle européenne, *" elle a toujours été sacrifiée dès que les candidats vont à Bruxelles "*, explique l'homme politique, qui souhaite plaider pour l'instauration de cette dernière.
- Restauration de l'ISF (climatique) : *"Les plus fortunés émettent plus de CO2 que les autres Français, estime Yannick Jadot. Je propose donc de restaurer un ISF, version climatique, en ciblant les 1 % les plus riches. "* Le retour de cet impôt viserait à une taxation progressive des patrimoines supérieurs à 2 millions d'euros.
- Augmentation du Smic à 1 400 euros net : dès son entrée au pouvoir s'il est élu, Yannick Jadot veut augmenter le Smic à 1 400 euros net - soit une hausse de 10 % de ce dernier -, pour arriver progressivement à 1 500 euros d'ici à la fin de son quinquennat.
- Rétablissement des impôts de production : voilà la mesure vraisemblablement la plus impopulaire du candidat EELV. Si les impôts de production ont été baissés à hauteur de 10 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance, et que la plupart des candidats proposent de l'abaisser encore, Yannick Jadot plaide lui pour leur rétablissement.

" Cette baisse a favorisé les plus grands groupes, qui émettent 20 % d'émissions de plus que le reste de l'économie, avance-t-il. Dans le pacte que je propose, les politiques publiques ne peuvent pas agir sans discriminer les entreprises qui polluent. "



À lire aussi

Comment la politique s'empare de la tech pour manipuler les opinions

Fabien Roussel (PCF) : « Il faut changer notre système, qui n'est plus soutenable ni écologiquement, ni socialement »

- Nationalisation des banques et des assurances : pour le candidat du parti communiste français (PCF), il faut " *reprendre le pouvoir sur la finance* ". Pour ce faire, l'homme politique propose de nationaliser des grands groupes français stratégiques, comme Axa, la Société générale ou encore BNP.
- Augmentation du Smic à 1 500 net par mois : pour déclencher un " *choc de la demande* ", Fabien Roussel veut doper le pouvoir d'achat

des Français en augmentant le Smic à 1 500 euros net. Il veut accompagner cette hausse des salaires d'un " choc de l'offre ", qui ne peut se créer selon ce dernier qu'en développant au maximum la production en France.

- Renégocier les traités de libre échange européens : " *Les traités de libre-échange mis en place ont instauré une concurrence sans limite. Mais, à ce jeu, on sera toujours perdant face à des pays qui exploitent leurs salariés et ne respectent pas le droit du travail* ", déplore le candidat. Il propose donc de renégocier ces traités au niveau européen et plaide pour un " *modèle fondé sur les coopérations fructueuses entre États et peuples pour partager les savoirs et connaissances, mais aussi les coûts et le gâchis engendrés par la compétition.* "
- Relocalisation de la production : c'est un thème phare de sa campagne. Fabien Roussel regrette les politiques menées " *ces vingt dernières années, qui ont joué le jeu de la concurrence libre, et on fait perdre un million d'emplois à la France* ". Pour reconstruire les filières industrielles françaises, il propose de créer des outils de financement publics et de constituer un " *pôle public bancaire, organisé avec la Caisse des Dépôts et la BPI* " pour donner de nouvelles possibilités de financement aux entreprises.
- Instauration d'un impôt modulable : le candidat veut enfin instaurer un impôt " *modulable* " sur les sociétés, qui soit dépendant des résultats et du chiffre d'affaires de chaque entreprise. Ce dernier serait plus important pour les sociétés qui délocalisent leur production, polluent et suppriment des emplois.

Valérie Pécresse (LR) : « L'État doit redevenir l'allié des entreprises »

- Augmentation des salaires : contrairement aux autres candidats qui proposent de revaloriser le Smic, la candidate LR plaide elle pour une

augmentation de 10 % sur cinq ans des salaires net de tous ceux qui gagnent en-dessous de 2 800 euros par mois. Pour enclencher ce "*choc de pouvoir d'achat*", Valérie Pécresse propose de "*supprimer 3 % des cotisations retraite*". La candidate compte également créer un observatoire national des salaires "*pour qu'il n'y ait aucune branche oubliée dans cette politique de pouvoir d'achat*".

- Défisicalisation des heures supplémentaires : "*Je veux libéraliser les heures supplémentaires et défiscaliser toutes celles au-dessus de la 35e*", proclame la candidate de droite. Sur le temps de travail, Valérie Pécresse veut laisser aux entreprises et accords de branche la liberté de fixer leurs propres réglementations en la matière.
- Création du Livret Vert : Valérie Pécresse veut fusionner les fonds du livret A et ceux du livret de développement durable et solidaire (LDDS) pour créer un "*Livret Vert*". Ce dernier permettrait à la Caisse des Dépôts de financer 120 milliards d'euros de prêts pour la transition écologique et les entreprises.
- Baisse des impôts de production : pour favoriser la compétitivité des entreprises françaises, la femme politique propose de baisser de 10 milliards d'euros les impôts de production. Cela commencerait par la suppression pure et simple de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S).
- Reconduction du PGE : dans le cadre de la sortie de crise, Valérie Pécresse évoque aussi des mesures à plus court terme, comme la reconduction des PGE (prêts garantis par l'État) jusqu'à la fin de l'année 2022. Dans cette même démarche, la candidate LR est aussi favorable à l'assouplissement des délais de remboursement de ce prêt pour les entreprises qui font partie des secteurs les plus touchés.



À lire aussi

Benoît Hamon : "La méritocratie est un prétexte pour maintenir l'ordre en place"

Anne Hidalgo (PS) : « Il faut créer de la valeur par le travail, à travers la transition écologique, la santé, les mobilités et le numérique »

- Augmentation du Smic : " *En France, les salaires sont trop bas, on n'y arrivera pas... Cela plombe notre compétitivité, car on ne peut pas s'inscrire dans un modèle de développement low cost* ", explique Anne Hidalgo devant le Medef. Cette candidate, qui affirme vouloir revaloriser le travail, veut commencer par augmenter le Smic de 15 % - environ 200 euros net par mois - dès sa prise de fonction. Ensuite, l'État " *organisera des négociations par branches, et, dans ces dernières, l'égalité salariale sera enfin une réalité sous mon quinquennat* ", explique la candidate socialiste.
- Restaurer l'ISF : la maire de Paris propose également de rétablir l'ISF - dont la suppression était une " *erreur totale* " selon elle -, pour la

" *flécher* " vers le budget alloué à l'accompagnement vers la transition énergétique. Cet " *ISF Vert* ", estimé à 5 milliards d'euros, permettrait de ne pas revenir sur la baisse des impôts de production.

- Plan de relocalisation : la candidate PS propose de mettre en œuvre un " *plan de relocalisation des activités économiques* ". Ce dernier mobiliserait un fonds de 3 milliards d'euros et serait couplé à un objectif environnemental : celui de réduire 50 % des émissions de CO2 dans le secteur industriel d'ici à 2035.
- Taxe Carbone aux frontières : sur le plan européen, Anne Hidalgo compte plaider pour l'instauration d'une taxe carbone aux frontières généralisée - qui fixera un prix du carbone pour les importations des produits sur le continent. Une mesure clé selon la candidate, dans un contexte où " *l'Europe doit répondre présente pour assurer notre souveraineté* ".
- Généralisation de l'alternance : en prenant l'Allemagne comme modèle, Anne Hidalgo propose enfin de généraliser les formations en alternance dès la sortie du baccalauréat. " *Aujourd'hui, 7 % des formations sont faites en alternance, déplore la candidate. Je veux donner cette chance à tous les jeunes, c'est une lutte contre le déterminisme social, mais aussi une façon d'avancer gagnant-gagnant dans le monde du travail.* "

Marine Le Pen (RN) : « Il faut défendre les entreprises françaises : à vous de conquérir le monde, à nous de vous en donner les moyens »

- Baisse des impôts de production : la candidate du Rassemblement national, comme beaucoup d'autres prétendants à l'Élysée, s'est positionnée en faveur d'une baisse - non chiffrée - des impôts de production aux entreprises. Pour ce faire, Marine Le Pen compte dans

un premier temps supprimer purement et simplement la cotisation foncière des entreprises.

- Amplification de l'apprentissage et de l'alternance : C'est sûrement un de ses rares points communs avec Anne Hidalgo. La candidate d'extrême droite compte faire significativement progresser la part des étudiants en alternance et en apprentissage dans les entreprises. Une mesure qui, selon elle, "*permettra de faire progresser le niveau d'activité des jeunes, dramatiquement bas en France*".
- Réserve de la commande publique aux entreprises françaises : pour mettre en œuvre sa politique de "*patriotisme économique*", la candidate RN fustige le fait que les commandes publiques soient "*trop souvent*" passées auprès d'entreprises étrangères et propose de réserver les offres de commande publique "*aux entreprises qui créent emplois et richesses chez nous*", précise-t-elle.
- Taxe carbone aux frontières : pour protéger les entreprises de la concurrence déloyale de sociétés étrangères, la candidate du Rassemblement national propose aussi d'appliquer de manière rigide une taxe carbone aux frontières du continent européen.
- Exonération d'impôts sur le revenu pour les moins de 30 ans : afin d'envoyer un "*signal fort à la jeunesse*", et pour qu'elle " *fasse le choix de la France*", Marine Le Pen propose enfin de supprimer tout bonnement l'impôt sur le revenu pour tous les jeunes de moins de 30 ans, mais aussi d'exonérer d'impôts ces mêmes jeunes qui décideraient de créer leur entreprise sur le territoire français.



À lire aussi

Emmanuel Macron soigne les indépendants avant la Présidentielle

Éric Zemmour (REC) : « Je propose des mesures pour lancer la reconquête de notre souveraineté économique »

- Baisser de 30 milliards les impôts de production : c'est sûrement cette mesure d'Éric Zemmour qui aura le plus retenu l'attention de l'auditoire. Sur les 70 milliards d'euros de recettes fiscales que ces impôts génèrent, le candidat d'extrême-droite veut en supprimer près de la moitié. " *Pour restaurer la compétitivité de toutes les entreprises, il faut baisser la fiscalité qui pénalise l'activité économique* ", estime l'homme politique.
- Obliger la commande publique à privilégier les produits français : tout comme Marine Le Pen, Éric Zemmour veut réserver à minima une part de la commande publique aux entreprises nationales. " *Cela représente 8 % du PIB, c'est une manne fantastique*, estime le candidat. *Aujourd'hui, les commandes sont faites auprès de groupes*

étrangers, alors que l'argent du contribuable doit privilégier nos entrepreneurs. " Le candidat de Reconquête veut aussi mettre en place un " *Patrie-score* " sur les produits de consommation, pour indiquer leur provenance française.

- Création d'un ministère de l'Industrie, de l'Énergie et du Commerce extérieur : pour " *refaire de la France une grande puissance industrielle* ", Eric Zemmour veut créer un grand ministère, afin d'organiser la réindustrialisation massive qu'il prévoit dans son programme.
- Instauration de zones franches : afin de revitaliser certains territoires et doper le secteur industriel français, le candidat propose de créer des zones franches, permettant d'exonérer d'impôt de production et d'impôt sur les sociétés durant cinq ans les entreprises qui s'y installeraient.
- Création d'un fonds souverain : pour " *flécher l'argent français vers les entreprises du pays* ", Éric Zemmour propose enfin de mettre en place un fonds souverain, alimenté par le livret A, afin de doper l'investissement des entreprises françaises et élargir le contrôle des investissements étrangers à tous les secteurs.